



## Congrès de l'AFEC 2022

8-11 juin 2022

Université Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines et l'Ambassade du Canada à Paris

« 70 ans après le “Rapport Massey” :  
Etat des lieux de la culture et des politiques culturelles au Canada »

---

“70 Years after the ‘Massey Report’:  
An assessment of culture and cultural policies in Canada”

See English version of CFP below

Il y a 70 ans fut publié le *Rapport de la Commission Royale d'enquête sur l'avancement des arts, des lettres et des sciences*, dirigé par Vincent Massey. Désigné cinquante ans plus tard comme “le plus important document officiel dans l'histoire de la culture canadienne” (Fulford, 2001), le “rapport Massey” constituait tout à la fois le premier état des lieux de la culture et des politiques culturelles au Canada et le premier plaidoyer d'envergure en faveur d'un soutien stratégique et financier du gouvernement fédéral à la culture et aux institutions culturelles du pays.

L'objectif de ce Congrès de l'AFEC sera de porter à la fois un regard rétrospectif et prospectif sur l'état de la culture et des politiques culturelles au Canada qui pourra, sans que cette liste ne soit exhaustive, contribuer à évaluer l'état des connaissances sur :

- le “Rapport Massey” lui-même et sur les étapes ultérieures d'évaluation de son impact et de révision de la ligne de conduite qu'il a édictée : par exemple, les *Rapports du Comité d'Etude sur la Politique Culturelle fédérale* (ou Rapports Applebaum-Hébert) de 1981 et 1982 ou plus récemment l'initiative du gouvernement Trudeau de promouvoir *Le Cadre stratégique du Canada créatif* (2017)
- l'histoire et le rôle des institutions culturelles et patrimoniales du Canada avant et après le Rapport Massey, mais aussi l'histoire et le rôle des fondations privées, du mécénat d'entreprise et des associations bénévoles dans la culture et les arts au Canada
- l'évolution des politiques publiques dans le secteur culturel au niveau fédéral, mais aussi provincial (intensifié notamment par le gouvernement Mulroney dans les années 1980) et municipal (création des Conseils des Arts des grandes villes canadiennes, Art Public, etc.), sans que soient négligés l'impact de la mondialisation sur l'ensemble de ces politiques publiques et celui de la pandémie mondiale de COVID-19 depuis le printemps 2020
- l'évolution de la condition de l'artiste et du créateur au Canada, l'impact des politiques publiques sur son “agentivité” et le rôle d'associations de défense comme CARFAC (fondée en 1968)

- le déploiement des arts et de la culture autochtone, ainsi que d'institutions culturelles autochtones
- l'impact des traités commerciaux sur les politiques publiques culturelles au Canada, question qui dépasse largement le risque d'inféodation au géant culturel américain décrié par le Rapport Massey, et qui permettra d'éclairer le rôle moteur du Canada dans la revendication de "l'exemption culturelle," notamment depuis la Déclaration de Montréal de 2005
- le rôle du Canada dans la définition et la pratique de la diplomatie culturelle (*soft power*), notamment à un moment où, tout comme le Rapport Massey constatait la menace totalitaire et la nécessité de défendre l'idéal démocratique par la culture, les démocraties du monde font face à de multiples attaques.

*Les propositions de communications avec un titre (400 mots max) et une courte biographie (100 mots) sont à soumettre au comité scientifique avant le 30 septembre 2021 à [sandrine.ferre-rode@uvsq.fr](mailto:sandrine.ferre-rode@uvsq.fr)*

**Coordinatrice** : Sandrine Ferré-Rode (UVSQ)

**Comité organisateur** : Laurence Cros (LARCA UMR 8225, Université de Paris), Sandrine Ferré-Rode (Université de Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines, CHCSC), Hélène Harter (Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, UMR SIRICE), Fevronia Novac (Ambassade du Canada), Françoise Le Jeune (AFEC)

\* \* \*